



FICHE DE SYNTHÈSE

Étude de perception des risques littoraux

Caen la mer, Cœur de Nacre et Normandie Cabourg Pays d'Auge

Avec le soutien de la DDTM du Calvados

Sciences Po Rennes - Campus de Caen

Master Concertation et Territoires en Transitions

IUT d'Alençon

Carrières Sociales - Gestion urbaine

IRD2

Institut Régional du Développement Durable de Normandie

Novembre 2017 / Avril 2018



Cette synthèse reprend les conclusions de l'étude menée par les étudiants de Sciences Po Rennes - Campus de Caen et ceux de l'IUT d'Alençon sur l'année universitaire 2017/2018, portant sur les perceptions des risques littoraux que les populations présentes sur les territoires concernés par ces risques rencontrent.

Cette étude s'intègre dans la continuité des réflexions engagées par les élus lors du Cycle d'orientation et d'aide à la décision organisé par l'Institut Régional du Développement Durable (IRD2), dans le cadre du dispositif "Notre littoral pour demain" de la région Normandie. Celui-ci se penche sur trois EPCI : la Communauté Urbaine de Caen la mer, les communautés de communes Cœur de Nacre et Normandie Cabourg Pays d'Auge.

L'objectif de l'étude est de comprendre la perception que les acteurs et les usagers du littoral ont des aléas naturels présents sur ce territoire : l'érosion, la submersion marine et les inondations. Les profils-types établis au terme de l'analyse de ces perceptions sont censés aider les élus et leurs techniciens à établir une stratégie de gestion intégrée et concertée des risques littoraux, dans le cadre de la mise en place de la nouvelle compétence GEMAPI.



La méthodologie

Les étudiants ont cherché à recueillir les perceptions, c'est-à-dire les représentations, l'imaginaire relatif aux risques littoraux des personnes présentes sur le littoral. Pour ce faire, ils ont distingué les **usagers** rencontrés sur les zones étudiées lors de micros-trottoirs, et les **acteurs** de la gestion des risques littoraux sur le territoire, qu'ils n'ont pas interrogés de la même manière.

Les entretiens d'acteurs - Bilan

- **Mairies de Ouistreham, Petiville, Louvigny**
- **DDTM du Calvados**
- **Conseil départemental du Calvados**
- **Agence de l'eau Seine-Normandie**
- **Conservatoire du littoral**
- **Conservatoire de la réserve naturelle du Cap-Romain**
- **Club de voile de Langrune-sur-mer**

+ Participation à la Concertation Mer Littoral 2030 – 22 février 2018 (3H)

Organisée par la CNDP afin de déterminer la politique de l'Etat en matière de stratégie littorale

Certains acteurs de terrain ont partagé leurs craintes en matière d'avancée et d'intensification des risques littoraux. Les gestionnaires du territoire ont quant à eux fait part de leur sentiment d'un véritable problème de mémoire et de conscience du risque de la part de la population, qui se sent hors-de-danger, et ne perçoit pas les risques qui l'entourent. Les usagers trouvent parfois incohérent qu'un côté de rue soit classé « zone inondable » et pas l'autre. Ces derniers ont également un manque de connaissance des acteurs en présence, puisqu'à l'occasion d'inondations ils se tournent souvent vers des institutions qui ne s'occupent ni des biens, ni des personnes, comme l'Agence de l'eau ou encore le Conservatoire du littoral. Ce manque de connaissance et de mémoire du risque de la part de la population ne semble pas aux yeux

des acteurs contrebalancée par une volonté de s'informer, ni même de retenir les leçons des événements passés.

D'autre part, le risque inondation est largement pris en charge et géré par les collectivités, alors que le risque submersion ou érosion n'est que très peu relayé. Pour certains acteurs, la compétence GEMAPI apparaît alors comme une opportunité (certes coûteuse) à saisir car elle permettrait une gestion intégrée et concertée des risques littoraux, c'est-à-dire une gestion à une échelle plus cohérente, mais également une gestion impliquant plus de parties prenantes du territoire. Toutefois, l'idée d'intégrer les citoyens dans la gestion des risques littoraux ne semble pas être une priorité. A cet égard, la concertation Mer Littoral 2030 ayant impliqué des citoyens dans la définition d'une stratégie



de façade maritime n'a pas abordé la question des risques littoraux.

Les micros-trottoirs - Bilan

Les étudiants ont mené 130 entretiens d'usagers du littoral, sur plusieurs zones : (1) Ouistreham, (2) Cabourg, (3) Bernières-sur-Mer et Langrune-sur-Mer. Ils ont analysé ces entretiens à l'aune de 4 critères : le niveau d'information; la mémoire et le vécu; le sentiment de vulnérabilité et d'inquiétude; le rapport aux pouvoirs publics. Ils ont ensuite établi un diagramme proportionnel de profils-types des personnes interrogées.

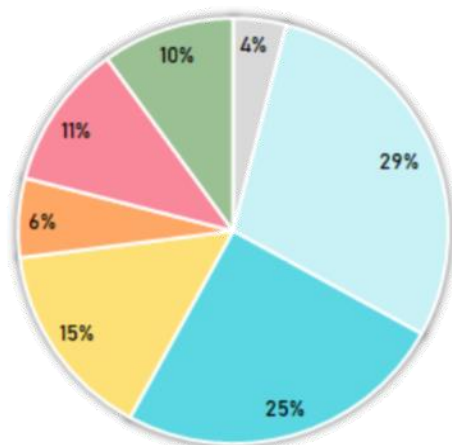
En bref, mis à part à Cabourg, le niveau de connaissances sur les risques littoraux est globalement assez bas. Très peu d'interrogés savent comment réagir en cas d'occurrence d'un risque littoral, et ils ne sont informés que par les média traditionnels et les réseaux sociaux à l'occasion d'évènements ponctuels. En parallèle, la pollution est un thème qui semble attirer plus de questionnements et soulever plus d'enjeux pour la population, qui la mentionne souvent spontanément à l'évocation de "risques littoraux". En outre, pour une partie des interrogés, le littoral est uniquement perçu comme un lieu de villégiature et les risques littoraux ne soulèvent pas de questionnements.

Concernant le niveau de mémoire du risque, il est également très bas, mais il semble toutefois que la parole et le débat fassent office d'aide-mémoire. Il est possible que la multiplication des ouvrages de maîtrise des risques, ayant gagné en importance ces dernières décennies, aient eu un impact sur la représentation du territoire : les personnes en

capacité de se souvenir d'inondations dans les campagnes dans les années 1970 estiment que le risque n'existe plus aujourd'hui.

Par ailleurs, beaucoup voient dans les risques littoraux un enjeu qui s'adresse presque uniquement aux générations futures. Paradoxalement, cette réflexion n'aboutit pas forcément au sentiment d'une nécessité d'action immédiate mais à une crainte pour le futur dans une optique plutôt fataliste. Au-delà d'un sentiment de sécurité ou d'indifférence, c'est donc un sentiment d'impuissance qui a jalonné l'expression des interrogés à ce sujet.

Pour ce qui est du rapport aux pouvoirs-publics, il semble qu'il soit mâtiné de méfiance. Cela n'empêche pas les interrogés d'en attendre beaucoup de l'échelle locale, qu'ils jugent plus à même de gérer les risques littoraux. Une échelle intermédiaire - parfois intercommunale, parfois régionale - semble se détacher dans les représentations, comme garante d'une certaine cohérence territoriale.



Profils-types

- Sentiment de sécurité voire déni du risque
- Indifférent
- Conscience du risque
- Sentiment de vulnérabilité voire d'inquiétude
- Sentiment d'impuissance
- Demandeur d'information
- Connaisseur de terrain



Quelles actions possibles ?

Un besoin important de communication et de sensibilisation s'est fait ressentir durant les différents entretiens. Peu de personnes ont acquis du vécu par rapport à ces risques, la mémoire est quasi inexistante, et il y a une nécessité de susciter un intérêt. Même si une partie de la population peut citer quelques risques et aménagements, il semble utile d'approfondir le niveau de connaissances à ce sujet et surtout d'apporter une vulgarisation des thématiques pour tous qui permettra une appropriation individuelle.

De plus, si, dans le cadre d'une gestion intégrée et concertée des risques littoraux, les citoyens venaient à être consultés sur la stratégie de territoire à mener, il apparaît primordial que ces derniers acquièrent des connaissances en la matière.

C'est pourquoi les étudiants ont établi une liste d'actions de sensibilisation à mener auprès de la population, que les élus et leurs techniciens pourront mettre en place facilement et rapidement au sein de leurs communes respectives. Les deux premières ont été testées avec succès par les étudiants, et les autres sont disponibles dans le dossier complet sous forme de fiches-actions.

- **l'action Enfance** : productions artistiques et discussions autour des thèmes de l'inondation dans les villes ; réflexion innovante et pédagogique sur le thème des risques;
- **l'action Senior - "Mémoire(s) de l'eau"** : récolter des informations sur des événements climatiques passés qui serviront de socle à une mémoire collective; partage de mémoires;
- **une exposition à ciel ouvert**, pour tous les usagers du territoires et toutes les générations : mettre les usagers face à une réalité possible, car l'image est bien souvent le meilleur canal de diffusion et de mise en débat;
- **une distribution de flyers** pour toucher toutes les populations et donner une impulsion vers la discussion au sein des foyers;
- **une balade commentée**, ponctuée d'anecdotes autour des risques littoraux;
- **une conférence d'experts** pour vulgariser les dynamiques à l'œuvre sur les territoires et rectifier certaines idées reçues;
- **un World Café** pour impulser une dynamique d'échanges, de débats, de construction concertée de scénarii dans un cadre convivial qui sort de l'ordinaire (salle de réunion en mairie).



Les étudiants ayant contribué à cette enquête de terrain espèrent que les résultats obtenus, brièvement énoncés ici, faciliteront la tâche des élus en matière de stratégie de gestion des risques littoraux et de prise en main de la nouvelle compétence intercommunale GEMAPI.